



LES DOSSIERS DE VISA #10

septembre 2021

Avec l'éventualité d'une candidature d'Eric Zemmour au prochain scrutin présidentiel, il apparaît possible (mais pas encore certain) que l'extrême droite française ait plusieurs expressions électorales différentes voire concurrentes (RN, Les Patriotes, Debout la France).

Les maux politiques risqueraient alors plutôt de s'additionner ou au moins de se juxtaposer, plutôt que de se compenser et de se neutraliser mutuellement. Ceci d'autant plus qu'en dehors de l'arène électorale, en cette rentrée 2021 et tout au long de l'été, des courants importants de cette extrême droite française descendaient et descendent encore dans la rue, aussi.

Extrême droite : Divisions ?..... ou division des tâches ?

**Échec aux élections régionales et départementales
et candidatures fascistes multiples pour 2022**

**Le RN en difficulté va montrer les crocs lors d'une
année de tous les dangers !**



WWW.VISA-ISA.ORG



ASSOVISABIS@GMAIL.COM



ASSOCIATION VISA



**ADHERER A VISA
S'ABONNER A LA NEWSLETTER
AVOIR DES INFOS...
VISITEZ NOTRE SITE !**

La saison estivale s'était pourtant ouverte, fin juin 2021, sur le constat d'un relatif affaiblissement électoral du principal parti de cette extrême droite, le Rassemblement national (RN). Même s'il faut relativiser l'échec : au cours de son histoire commencée en 1972, le parti en question, l'ancien Front National (FN), a connu des revers bien pires, n'obtenant par exemple que 4,3 % des suffrages lors des législatives de juin 2007, celles suivant l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Élysée et son OPA à moitié réussie sur l'électorat du FN. L'expérience montre que le parti a pu s'en relever rapidement. Toujours est-il que les résultats des scrutins régionaux et départementaux des 13 et 20 juin de cette année n'étaient clairement pas à la hauteur des attentes que le RN avait placées en eux.

RETOUR RAPIDE SUR LES REGIONALES

« Je reste à la maison » : ce slogan, diffusé au moment de l'irruption de la pandémie du « nouveau Coronavirus » au printemps 2020, semble avoir été adopté par une bonne partie des partisan.es du RN au moment des élections régionales et départementales tenues à la fin du printemps 2021. Selon les sondages post-électorales, ce serait entre 69 % et 73 % des sympathisant.es du RN qui n'auraient pas voté à cette occasion. Ceci alors que l'abstention moyenne au sein de la population française inscrite sur les listes électorales était de 66 % (au second tour), et de 55 % parmi les sympathisant.es de la droite LR.

C'est, en conséquence, essentiellement l'abstention qui a pénalisé le RN lors de ces scrutins, et non le vote de son électorat antérieur au profit d'autres forces politiques. Ses électeurs et électrices n'ont ainsi pas manifestement changé d'orientation politique ou d'option idéologique - quel que soit d'ailleurs leur degré d'adhésion au programme du RN, - entre vote plutôt "protestataire" et accord avec le projet de société de l'extrême droite-, mais ont plutôt préféré se placer dans une sorte d'attentisme, pour le moment.

Les motifs de ce comportement (non-)électoral sont multiples et ont été abondamment discutés, en ce qui concerne l'ensemble du corps électoral, dans les médias. On y trouve pêle-mêle : la levée du

couvre-feu et la suppression du masque obligatoire à l'extérieur au cours de la semaine qui précédait le scrutin, qui favorisaient les séjours liés aux loisirs au cours du week-end électoral ; les reports répétés du scrutin depuis le début de l'année, en raison de la situation pandémique et du troisième confinement ; la fête des pères (le jour du second tour) ; la coupe d'Europe de football...

C'est l'ensemble des électeurs et électrices potentiels qui étaient concerné.es par ces différents facteurs. Toujours est-il que le RN était davantage frappé par le phénomène que d'autres partis politiques en raison de certaines caractéristiques de son électorat : celui-ci est en moyenne plus jeune, plus actif professionnellement en tant que salarié.es et moins diplômé que celui, notamment, de la droite classique (LR et alliés) qui comporte de nombreux et nombreuses retraité.e-s, indépendant.e-s et « petits patrons » ; il est aussi plus concentré dans le salariat du secteur privé que celui du Parti socialiste, par exemple. Ainsi, c'est surtout les président.e-s de région antérieurement en place, issu.e-s soit de la droite classique soit du PS, qui purent bénéficier d'une « prime aux sortants », lors des scrutins de juin 2021. Les retraité.e-s ou encore les couches sociales moyennes et supérieures ainsi que les enseignant.e-s, notamment, votent en règle générale bien davantage que l'électorat populaire. Ces scrutins n'y faisaient pas exception, le phénomène se trouvant au contraire amplifié.

S'y ajoutaient, cependant, aussi des éléments liés au comportement du RN lui-même et qui pouvaient dissuader au moins quelques électeurs ou électrices hésitant.es. Il en va ainsi des maladroites répétées de Julien Odoul, tête de liste du parti en Bourgogne-Franche-Comté, une région que la direction du parti avait considérée comme « gagnable » (parmi les au moins trois régions sur treize dont elle s'estimait en mesure de remporter la présidence). La publication d'une vidéo, enregistrée fin 2019 au cours d'une réunion interne, dans laquelle on l'entend blaguer à propos du suicide d'un agriculteur désespéré – « La corde était-elle française ? » - aura peut-être contribué à amoindrir ses chances électorales. Ailleurs, c'est le retrait tardif de candidatures peu présentables comme celle du retraité Pascal Auger dans le Loiret, auteur de messages racistes sur Twitter, ou le désaveu de candidat.es ne pouvant plus être retiré.es de la liste comme Juliette

Plancher en Auvergne-Rhône-Alpes qui avait diffusé des contenus antisémites et complotistes. Enfin, l'agression violente de la candidate PCF Marie-Chantal Guzman par le candidat RN Jean-Claude Geay à Grasse, l'avant-veille du premier tour, n'était pas non plus utile pour refléter l'image « dédiabolisée », ripolinée, que souhaitait donner la direction.

Il était d'ailleurs remarquable d'observer dans quelle mesure des dirigeant.es grondaient leurs propres électeurs et électrices potentiels qui ne s'étaient pas déplacés. Ainsi, Marine Le Pen s'offusqua-t-elle devant les caméras du fait que ces (non-)électeurs n'avaient pris « même pas cinq minutes » pour servir la cause. « Où êtes vous ce soir ? » s'écria le précité Julien Odoul aux microphones, au lieu de s'interroger un peu lui-même, alors que Jordan Bardella – tête de liste en Ile-de-France – se montra énervé de voir les gens râler, protester, manifester « en Gilets jaunes », puis ne pas se déplacer pour voter. Le même évoquera, pourtant, le lendemain « une école de la modestie » que constitue, selon lui, l'expérience politique...

Ce qui est certain, c'est que le recul du RN aux régionales de juin 2021, en comparaison à celles de décembre 2015- qui se tenaient peu de semaines après les attentats meurtriers du 13 novembre de la même année – est réel si on l'exprime en termes de proportion des votes exprimés. Alors que le FN de l'époque avait totalisé en moyenne (des treize régions) 27 % des voix au premier tour en 2015, ce pourcentage recule à 19 % pour cette année pour le RN. Ce qui est plus important, c'est que le parti d'extrême droite n'arrive à remporter la présidence d'aucune région, alors que les sondages semblaient lui promettre un espoir dans plusieurs d'entre elles ; y compris en PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) où Thierry Mariani perd avec 42,7 % contre 57,5 % pour Renaud Muselier... contrairement aux sondages qui semblaient annoncer un tête-à-tête.

Au-delà de la question de pouvoir entrer dans les exécutifs régionaux ou de demeurer dans l'opposition, le RN aura perdu un certain nombre de sièges dans les assemblées, en passant de 358 conseillers régionaux et 62 conseillers départementaux élus en 2015 à, respectivement, 252 et 26 élus cette année. Il n'est pas à exclure que cette diminution du nombre de parlementaires habilités à parrainer

un.e candidat.e à l'élection présidentielle (auxquelles il faudra ajouter une quinzaine de maires d'extrême droite) rende un peu plus difficile la chasse aux fameuses 500 signatures requises avant l'élection présidentielle. Ceci d'autant plus que la possibilité d'une seconde candidature d'extrême droite semble se profiler à l'horizon ; sachant que le candidat éventuel Eric Zemmour, puisque c'est de lui qu'il s'agit, pourrait sans doute bénéficier de certaines signatures qui parviendraient du camp de la droite LR où il compte quelques soutiens affichés.

UN CONGRES SANS ENJEU REEL. UNE ALLIANCE EUROPEENNE

Le revers électoral – dont il ne s'agit pas, ici, d'exagérer l'importance à moyen et long terme – aurait pu perturber le congrès du RN, programmé au deuxième week-end après le second tour des régionales. Une certaine grogne montait d'ailleurs en interne, où une insatisfaction régnait dans les rangs par rapport aux faveurs dont étaient traités des ralliés en comparaison aux vieux militants. Il s'agissait notamment de la promotion rapide donnée aux nouveaux venus (qualifiés de « prises de guerre ») décrochés à droite, comme l'ancien ministre UMP Thierry Mariani, tête de liste en PACA, ou encore à « gauche » tel qu'Andréa Kotarac, tête de liste en Auvergne-Rhône-Alpes, anciennement membre de La France insoumise. Même si concernant par exemple Thierry Mariani, l'homme politique qui animait en 2010 le courant de droite extrême dénommé « La Droite populaire » à l'intérieur de l'UMP, il n'y avait aucun besoin de le pousser beaucoup pour qu'il passe ouvertement à l'extrême droite...

Ce mécontentement ne suffira finalement pas pour jeter une ombre sur le congrès, organisé les 03 et 04 juillet 2021 à Perpignan, où Marine Le Pen sera réélue à la présidence du parti avec 98 % des voix exprimées, aucune candidature alternative n'ayant été présentée. La veille du congrès, vendredi 02 juillet, la présidente du RN avait d'ailleurs publié une déclaration commune avec une quinzaine d'alliés politiques issus de différents pays de l'Union européenne, demandant de « réformer l'Europe ». Cette publication pouvait être considérée comme marquant un succès relativement important, sans doute pas aux yeux de l'électorat populaire qu'elle devait peu marquer, mais au niveau des cadres politiques.

Le principal dirigeant de la Ligue (parti de l'extrême droite italienne, anciennement « Ligue du Nord »), Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur d'Italie en 2018/19, commentera à l'occasion de la présentation du texte que celui-ci constituait « une étape supplémentaire vers la construction d'une alliance solide, élargie et alternative à la gauche illibérale des impôts, de l'immigration sauvage ». La Lega, qui appartient déjà au même groupe du Parlement européen que le RN français (« Identité et démocratie »), n'était cependant pas l'allié le plus « institutionnel », celui qui était arrivé le plus proche du pouvoir. Cette fois-ci, et à la différence des alliances nouées par le RN au sein du Parlement européen, on trouvait aussi parmi les signataires des représentants de partis dirigeant des gouvernements, et pas seulement pendant quelques mois et/ou en seconde position comme la Lega en Italie. Il s'agissait notamment de Viktor Orban, Premier ministre hongrois de 1998 à 2002 puis depuis 2010 jusqu'à maintenant, dont le parti FIDESZ a quitté en mars 2021 le groupe parlementaire du Parti populaire européenne (PPE, qui regroupe les droites classiques telles que le parti français LR ou la CDU/CSU allemande), et du chef du parti polonais PIS, Jaroslaw Kaczynski. Ce parti, dont le nom signifie « Droit et justice », a dirigé le gouvernement de 2005 à 2007 puis depuis 2015 jusqu'à aujourd'hui.

Alors que le FIDESZ hongrois pourrait être à la recherche de nouveaux alliés parmi les députés européens, le PIS polonais dirige lui-même un groupe au sein du Parlement de Strasbourg, celui des « Conservateurs et réformistes européens ». Anciennement, ce groupe était dominé par les Conservateurs britanniques (Tories), mais le Brexit a sorti leurs députés du Parlement européen et propulsé la formation polonaise à la tête du groupe qu'ils partageaient jusque-là. Le parti PIS n'est ainsi pas structurellement allié aux amis politiques de Marine Le Pen, et il faudra attendre pour savoir si leur coopération ira vraiment au-delà de l'écriture de la déclaration commune. Toujours est-il que le fait d'arriver à ce texte commun marque déjà, en soi, un certain succès : il permet ainsi à Marine Le Pen (comme aux autres) de montrer qu'elle n'est « pas isolée » au niveau européen.

Au congrès de son parti, la patronne avait tué le match avant l'ouverture des travaux. La position de Marine Le Pen n'était pas menacée, et un débat

ouvert sur la ligne n'avait pas lieu. Sa nièce, Marion Maréchal, qui semble parfois incarner une autre orientation stratégique – davantage favorable à un rapprochement avec la droite classique, ainsi qu'au libéralisme économique – n'avait d'ailleurs pas fait le déplacement à Perpignan. Le seul vote de taille « ouvert » était celui qui opposait Louis Aliot, le maire de la ville depuis début juillet 2020, à Jordan Bardella pour déterminer lequel entre les deux allait occuper le poste de président du parti à partir de la fin septembre 2021, quand Marine Le Pen s'en retirera pour se consacrer à sa candidature à l'élection présidentielle. C'est Aliot, bien que le congrès se soit déroulé dans son fief local, « sa » ville, qui en est sorti perdant. Jordan Bardella, malgré son assez jeune âge (il aura 26 ans à la mi-septembre), dirigera donc le parti pendant une certaine durée. Au niveau du verbe, il avait adopté quelques accents plus durs que son concurrent, puisque Louis Aliot tâche d'adopter une stratégie se voulant « apaisante » depuis la conquête de la mairie... même s'il paraît improbable qu'il y ait des vraies divergences de fond entre eux.

Les principales instances du RN ont par ailleurs été réélues. Celles-ci se composent du bureau exécutif (instance la plus élevée après la présidence), du bureau national et du Conseil national (ex-Comité central). Ces structures ne détiennent pas le « vrai » pouvoir au sein du RN, les décisions les plus importantes se prenant souvent dans un groupe informel appelé le « cercle d'Hénin-Beaumont ». Toujours est-il que leur composition démontre le poids de tel ou tel cadre, ou de telle ou telle « sensibilité » - le mot « courant » n'étant pas admis au RN – au sein de l'appareil.

Nous noterons d'abord que Philippe Vardon, ancien du groupement Unité Radicale (UR) dissout en 2002 suite à l'attentat de Maxime Brunerie contre Jacques Chirac puis de la mouvance identitaire à Nice, se trouve rétrogradé depuis le dernier congrès. Après avoir appartenu au Bureau national, Vardon ne siège désormais plus qu'au Conseil national. Cette instance pléthorique compte une centaine de membres, mais elle est rarement réunie. Formulons l'hypothèse que le profil assez peu « dédiable » de Vardon est à l'origine de cette mise à l'écart. Les instances plus élevées du FN ont peut-être voulu limiter (au moins en apparence) l'influence d'idées trop ouvertement racistes et/ou de personnages trop peu présentables.

Toutefois, les futures instances du parti ne manquent pas de personnages au moins aussi sulfureux que celui précédemment évoqué. Quelques semaines avant les récentes régionales, le professeur d'économie et élu RN Jean-Richard Sulzer avait écrit une missive à Marine Le Pen que la presse évoquera entre les deux tours (par exemple L'Express le 16 juin et Ouest France le 17 juin 2021) ; selon le Huffington Post du 31 mai, l'AFP fait remonter la rédaction de la lettre au 05 mai 2021. A travers elle, Sulzer s'était plaint d'une mise à l'écart de personnes d'origine juive – dont lui-même – au sein du parti, mais surtout, il avait demandé de « dénazifier les rangs des éligibles du RN ». Un terme remarquable, mais pas choisi au hasard, puisque la lettre désignait concrètement plusieurs protagonistes et leur profil idéologique. Parmi eux figuraient, en bonne place, Gilles Pennelle en tant qu'ancien militant du groupe ouvertement « racia- liste » (selon sa propre terminologie) et idéologiquement proche du national-socialisme de Pierre Vial, « Terre & peuple », et Philippe Eymery. Ce dernier, qui préside le groupe du RN à la région Hauts-de-France, est proche des milieux activistes « identitaires » à Lille.

Or, Pennelle et Eymery ont été promus depuis le récent congrès à Perpignan et siègent désormais, eux, au bureau national du RN. Où ils ne sont, cependant, pas les seuls représentants fort peu modérés, au point que le quotidien Libération résumera le 14 juillet 2021 : « Dans les instances du RN dédramatisé, les radicaux se ramassent à la pelle » ...

Quant à nous, VISA retiendra de ce congrès à Perpignan aussi et surtout la manifestation antifasciste réussie du samedi 03 juillet 2021, marquée entre autres par une forte présence et un fort engagement de la part des organisations syndicales. Voilà ce qui était réellement encourageant !

MARINE LE PEN ET ERIC ZEMMOUR : UN DINER DE C... AURA-T-IL LIEU ?

Malgré le fait qu'elle semble sortie renforcée du dernier congrès du RN, certains articles de presse évoquant, à une date récente, une prétendue fatigue de Marine Le Pen vis-à-vis de l'exercice de ses fonctions, se sont multipliés. C'est ainsi que L'Express écrit, le 08 août 2021 : « Beaucoup y

pensent mais personne n'en parle : Ce RN qui rêve de l'après-Le Pen. » Et on pouvait lire, le 10 août 2021, sur le site de... Gala (si, si !) : « À l'approche de la présidentielle de 2022, au Rassemblement National certains imaginent la défaite de Marine Le Pen. Et on pense déjà à l'après-2022 et à la relève pour diriger le parti, accusant la présidente du RN de ne plus y croire elle-même. » La revue « people » (dont le site est entièrement garni par des articles rédigés par une agence de presse extérieure) évoque, à ce propos, une éventuelle relève sous forme de Jordan Bardella ou Marion Maréchal. Deux personnages qui sont nettement plus jeunes- respectivement né(e)s en 1995 et en 1989-, mais qui incarnent cependant deux lignes politiques différentes.

Sans suivre nécessairement les médias dominants dans tout ce qu'ils écrivent, il n'apparaît pas improbable qu'au cas où Marine Le Pen ne sorte pas victorieuse de la prochaine élection présidentielle, la question de sa place à la tête du RN se posera à la suite. En attendant, Marine Le Pen se lancera tout de même dans cette bataille électorale – soit-elle la dernière qu'elle dirige – et se battra pour l'emporter.

Cette tâche pourrait néanmoins lui être rendue plus difficile par la présence d'un autre candidat d'extrême droite, à condition que celui-ci obtienne les 500 parrainages exigés. C'est probablement l'observation que la dynamique électorale du RN semblait rompue lors des dernières scrutins régionaux et départementaux qui a poussé Eric Zemmour à réellement se préparer à une candidature, même si l'idée avait déjà été publiquement évoquée quelques semaines avant.

Zemmour, dont l'idéologie profonde se rapproche de celle du FN devenu RN depuis plusieurs années déjà (il fut condamné pour incitation à la haine raciale en mars 2010 à Paris), n'est pas tenu par son appareil. Dans son projet de candidature, il est surtout poussé par des cercles de jeunes militant.es à l'âge d'étudiant.es, issu.es plus souvent de l'aile dure de la droite classique et/ou de la bourgeoise, dont certain.es l'adulent comme une sorte de messie ; ceci d'autant plus facilement qu'il s'agit parfois de leur premier engagement militant. Mais son entourage comporte aussi des membres très liés, pour certain.es à l'appareil d'État, pour d'autres aux structures de la droite LR (dont la direction ne se trouve à l'évidence pas sur la même ligne).

Nous trouvons ainsi parmi les premiers personnages à avoir poussé à une candidature de Zemmour à l'élection présidentielle, dès avant les régionales, une jeune femme du nom de Sarah Knafo. Si elle n'a que 28 ans, elle n'est pas sans influence, ayant terminé l'ENA en 2019 parmi les premiers-premières de sa promotion pour devenir ensuite magistrate à la Cour des comptes. Ancienne adhérente de l'UMP (en 2015) avant de soutenir la création d'un syndicat étudiant du FN à Sciences Po Paris, elle choisira, en 2018, d'intégrer l'ambassade de France en Libye – sans doute pas la station rêvée pour la plupart des étudiant.es – pour son stage administratif, dans le cadre de ses hautes études. Elle y travaillera sur les politiques migratoires, autrement dit, sur les politiques visant au blocage des personnes fuyant leurs pays (majoritairement africains) sur le territoire libyen. Par la suite, elle effectuera un autre stage au sein de la Direction générale des étrangers du ministère de l'Intérieur français, où elle rédigera un « Guide pratique » sur les mesures d'éloignement du territoire français à l'encontre de ressortissants étrangers en situation irrégulière. Si ces activités reflètent aussi des choix militants de sa part, Sarah Knafo n'est pas moins hautement impliquée dans la mise en œuvre de certaines politiques répressives au sein de l'appareil d'État, sous les gouvernements d'aujourd'hui. Nous laissons nos lecteurs et lectrices imaginer quel rôle elle pourrait jouer sous un gouvernement plus proche de ses idées, vu le soutien sans nuances qu'elle apporte à Eric Zemmour.

Zemmour voit aussi sa candidature fréquemment défendue sur les plateaux télévision par un personnage issu de la droite LR comme Antoine Diers, directeur du cabinet du maire du Plessis-Robinson. L'actuel maire de cette ville des Hauts-de-Seine, Jacques Perrin, est membre du parti LR...Et si Eric Zemmour a été invité à Nîmes pour le 15 octobre 2021, c'est Marc Taulelle, un adjoint au maire (LR) de la ville, qui a sollicité sa présence. Le même Marc Taulelle qui faisait comprendre sans ambages, fin août 2021 au journal Objectif Gard, que c'est « l'immigration (...) qui tue en France »...

L'écho que rencontre le discours extrémiste d'Eric Zemmour reflète avant tout la radicalisation idéologique sur des questions liées à l'immigration, à l'islam (ou ce qui est présenté comme ayant un rapport avec l'islam) et à « l'identité » nationale

et/ou culturelle. Une radicalisation qui a touché en France, depuis une quinzaine d'années, une partie de la droite autant que l'extrême droite. Si cette dernière a réorienté son discours, abandonnant majoritairement (mais pas en totalité, loin de là) son obsession historique pour les juifs au profit d'un discours avant tout anti-musulman, une frange importante de la droite a connu un processus de convergence idéologique partielle ou complète avec elle sur ces points. Cela s'est déroulé essentiellement sous l'impulsion de conseillers, dont Patrick Buisson, qui s'est reflétée entre autres dans la création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » annoncée en mars 2007 par Nicolas Sarkozy et réalisée en mai 2007 (suite à son élection ; ce ministère disparaîtra fin 2010), la tenue d'un « débat sur l'identité nationale » officiellement lancé par le gouvernement – de novembre 2009 à février 2010-, ou encore le « discours de Grenoble » du président Sarkozy du 30 juillet 2010.

A l'époque, la droite n'a pas réussi à transformer idéologiquement le pays : l'affairisme avait pris le dessus, et la crédibilité idéologique du gouvernement (de l'époque) aux yeux de l'électorat de droite convaincu s'affaiblissait au fur et à mesure ; le « débat sur l'identité nationale » de 2009/10 se terminait sur un flop ; le FN, dont Nicolas Sarkozy avait réussi à « siphonner » partiellement l'électorat, remontait à partir de 2010 au détriment de la droite gouvernementale ; cette dernière se voyait obligée, par ailleurs, de gérer les conséquences de la crise économique de 2008/09... Mais si la droite influencée par Patrick Buisson & Co. a échoué à imprimer sa marque à la société tout entière, elle a réussi à l'imprimer profondément dans son propre camp politique.

Dès l'élection présidentielle du printemps 1995, le politologue Pascal Perrineau a constaté que « quels que soient les thèmes débattus par les candidats, 10 à 15 % de la population décryptent tous les problèmes de la société française à travers le filtre de l'immigration. Ce prisme du bouc-émissaire fonctionne pour le chômage, la drogue, l'insécurité, le SIDA, etc. (cité d'après Libération datée du 25 avril 1995). Au fond, ce constat n'a pas tellement évolué, à part le fait que le SIDA occupe aujourd'hui une place moins centrale dans le débat public qu'à l'époque ; les solidarités collectives de classe étant plutôt affaiblies que renforcées aujourd'hui, en comparaison avec cette période, le prisme

« identitaire » a conservé sa force d'attraction politique. Le constat s'est plutôt aggravé parce qu'en plus du pôle politico-idéologique formé autour de ce discours, d'autres pôles sont venus s'y ajouter qui s'agrègent autour du complotisme – qui n'avait pas la même force structurante, il y a 25 ans – et du confusionnisme idéologique qui veut qu'il n'y ait plus ni de haut ni de bas dans la société, ni de droite ni de gauche, mais une vague attitude « rebelle » qui se suffirait à elle-même.

Or, si le prisme idéologique du discours sur l'immigration existe – comme un facteur politique structurant en France – depuis la première moitié des années 1980 et les percées électorales du FN, le fait marquant des quinze dernières années est le mimétisme entre une partie de la droite classique et le bloc formé par l'extrême droite. (bien que cette évolution ait connu quelques précurseurs, au cours des années 1980 et 1990.) Mais ce rapprochement idéologique sur le terrain « identitaire » n'a pas permis de rapprocher politiquement les appareils respectifs des partis LR et RN. Ceci parce que des clivages sur d'autres questions, et plus concrètement sur le terrain économique et social, les éloignent. Pour le dire très vite, le FN devenu RN a adopté – non pas depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du parti, en janvier 2011, comme le prétendent certains articles journalistiques superficiels, mais en réalité depuis le tournant anti-libéral ou « national-social » du RN au début des années 1990 – un discours qui dénonce le (néo)-libéralisme, certains des ravages sociaux qu'il provoque, l'affaiblissement de l'État. La droite LR a jusqu'ici majoritairement choisi, elle, d'accompagner la dynamique induite par les nouveaux mécanismes du capitalisme. Ces choix contraires, qui s'expliquent cependant plutôt par la stratégie d'implantation de l'extrême droite que par des convictions profondes (qu'elle ne possède pas en matière sociale), empêchent jusqu'ici toute alliance structurale entre la majorité de la droite française et l'extrême droite structurée.

Le discours d'Eric Zemmour correspond au rapprochement idéologique qui s'est produit entre droite (majoritaire) et extrême droite sur le terrain du discours sur l'immigration, il en est même le produit. Cependant il ne répond pas au problème posé, à long terme, par le clivage qui subsiste entre

les deux sur le terrain économique et social. Il est ainsi en mesure d'attirer des cadres de droite qui piaffent d'impatience puisque la direction du parti (LR) ne peut qu'imparfaitement répondre à la poussée de radicalisation idéologique qui s'est opérée ; et/ou des électeurs ou électrices du RN déçus.es. Déçus par ce qui apparaît à leurs yeux comme une perte de dynamique, un ralentissement de sa poussée et comme un « amollissement » du discours au nom de la fameuse dédramatisation. Mais il ne pourra pas résoudre la question stratégique du rapprochement entre leurs deux camps respectifs, la difficulté du positionnement économique. Jusqu'ici, Zemmour n'a d'ailleurs que peu de discours économique et surtout social, bien qu'il ait annoncé que des pistes programmatiques – en cours d'élaboration, ou bientôt annoncées dans son livre à paraître – porteront sur la question de la « désindustrialisation de la France ». Notons au passage que Marion Maréchal, qui cherche surtout à souder stratégiquement ensemble une partie du RN et la fraction la plus réactionnaire de la droite (sur des questions liées à l'immigration mais aussi sur l'IVG, les droits des femmes, l'homophobie), rencontrera le même problème : si elle réussissait à rapprocher droite et extrême droite par ce bout-là, elle se couperait en même temps de tout d'un électeur populaire qui s'est porté successivement (depuis les années 1990) sur le FN/RN.

A moyen terme, pour apparaître comme un candidat « crédible » (s'il persiste dans son projet de candidature), Zemmour – qui se trouvera alors dans l'obligation d'élaborer un programme complet portant sur toutes les questions, et non uniquement sur l'immigration et l'islam – devra alors figer son discours sur les questions socio-économiques. Sauf énorme surprise, cela le rapprochera mécaniquement ou du discours de la droite libérale ou de celui du RN (au positionnement anti-libéral, s'agisse-t-il d'une posture purement cynique). La marge de manœuvre devrait alors se rétrécir. Jusqu'ici, il apparaît qu'il attire des électeurs et électrices potentiels plutôt du réservoir de la droite classique, avec un discours relativement indifférent aux questions sociales, et non (ou dans une moindre mesure) du RN.

DIVISIONS... OU DIVISION DES TACHES ?

Jusqu'ici, cela pourrait même arranger de fait, même si elle ne l'avouera pas, la direction du RN. Dans une sorte de partage des rôles, Eric Zemmour pourra tenir un discours sonnante particulièrement radical sur les questions « identitaires », ce qui permettrait à Marine Le Pen de gommer certaines aspérités du sien et d'apparaître ainsi relativement « modérée » ; ceci tout en se recentrant en même temps sur les questions socio-économiques. Une partie du noyau dur de l'électorat RN, voire de ses membres, pourrait alors plutôt pencher vers Zemmour... mais en permettant à Marine Le Pen d'avoir les coudées plus franches pour s'adresser à d'autres publics, plus éloignés.

C'est ce qui semble se passer jusqu'ici : Eric Zemmour martèle un vocabulaire sonnante particulièrement radical. Le dernier week-end du mois d'août, en visite à Aix-en-Provence, Zemmour développa ainsi l'idée que la délinquance du quotidien (vols, vente de produits stupéfiants...) ne serait pas un phénomène social ni de la délinquance au sens juridique, mais une facette « du djihad », de la « guerre des civilisations ». Les actes commis dans ce cadre ne seraient ainsi pas un but en soi (c'est-à-dire servant l'objectif d'un enrichissement personnel des délinquants), mais subordonnés à un dessein supérieur, celui de décourager, de détruire moralement, finalement de chasser les peuples blancs de leurs terres. C'est exactement cette idée, quasiment dans les mêmes mots, qu'avait exprimé l'écrivain Renaud Camus (condamné en avril 2000 pour un écrit antisémite) lors de son intervention aux « Assises contre l'islamisation de nos pays » organisées par la publication raciste Riposte Laïque et le Bloc identitaire, le 18 décembre 2010 à Paris. Renaud Camus, qui n'est autre que l'inventeur du terme du « Grand remplacement », a été condamné pour ce discours aux allures complotistes évidentes (par le Tribunal de grande instance de Paris en avril 2014, dont le jugement fut confirmé par la Cour d'appel de Paris en avril 2015) à 4.000 euros d'amende.

A plusieurs reprises, les représentant-e-s du RN avaient ainsi beau jeu d'indiquer, sur les plateaux TV, qu'ils ne reprendraient pas à leur compte « certaines formulations » du polémiste Zemmour. Ceci sans s'en distinguer vraiment sur le fond, et

alors que Jordan Bardella, invité de la rédaction de BFM TV pour une émission d'une heure le dimanche 29 août 2021, tint lui aussi des propos très extrêmes sur le refus de principe d'accueillir des personnes fuyant l'Afghanistan suite à la prise du pouvoir des Talibans... allant jusqu'à prétendre que « 99 % du peuple afghan veulent vivre sous la Charia ». Démontrant, au passage, très clairement qu'il n'avait aucun problème avec la politique d'oppression conduite par les islamistes radicaux – alors que son parti prétend en faire l'ennemi principal-, mais bien avec des populations en tant que telles, y compris lorsqu'elles sont opprimées par des régimes islamistes.

Il n'empêche que Zemmour apparaît aujourd'hui, dans les médias dominants, comme l'auteur d'un discours nettement plus extrême que le RN. Cela pourrait servir la présidente du RN pour davantage concentrer, elle, son (prétendu) intérêt sur le terrain des questions sociales. Cette division des tâches pourrait donc l'arranger... si la situation ne comportait pas le risque d'amputer éventuellement son score au premier tour de l'élection présidentielle de quelques pour cents qui pourraient la priver de la présence au second tour. Entre partage des rôles et concurrence aboutissant à un blocage mutuel, la situation ne semble pas figée. Elle commence à constituer un casse-tête tactique pour les dirigeants du RN. Robert Ménard, le maire de Béziers qui – par rapport à la question des rapports avec la droite – est plutôt sur des positions proches de celles de Marion Maréchal, tout en ayant une base sociale dans « sa » ville, a tenté d'y apporter une solution. Lançant, vendredi 03 septembre, une invitation aux deux protagonistes principaux (Zemmour et Le Pen) à venir discuter, dialoguer « chez lui » à Béziers. A l'heure où nous bouclons, un désaccord sur les modalités de la rencontre bloque cette initiative : Eric Zemmour réclame un débat public, qui aurait l'intérêt pour lui de le hisser à égalité avec la candidate et cheffe de parti, alors que Marine Le Pen souhaite une discussion privée. Aucun.e des protagonistes ne souhaitant accepter les modalités proposées par l'autre, l'initiative pourrait échouer, préfigurant des futurs rapports mêlant proximité idéologique et crainte de se faire concurrencer.

**MOUVEMENT ANTIPASS/ANTIVAX.
LES AMBIGUITES DU RN OFFRE UN
ESPACE AUX FASCISTES, INTEGRISTES,
ROYALISTES ET ANTISEMITES « PUR
SUCRE »**

Sur un autre terrain aussi, enfin, le RN a récemment vu certains éléments du discours (ou de l'activité) de l'extrême droite sous-traités à d'autres acteurs. S'agissant des manifestations mêlant opposition de principe à la vaccination d'un côté et oppositions plus circonscrites au pass sanitaire de l'autre, manifestations qui se déroulent régulièrement depuis le 14 juillet jusqu'en cette rentrée 2021, le RN n'y participe pas directement et à qualité. Certains des courants qui prennent la rue dans ce cadre – les manifestations étant hétérogènes sur le plan politique et idéologique – appartiennent cependant clairement à l'extrêmement droite. On y trouvera pêle-mêle des catholiques traditionalistes et les catholiques intégristes de l'Institut Civitas, pour qui la vaccination constitue une immixtion humaine dans l'ordre naturel dirigé par Dieu ; des antisémites de diverses obédiences, aux yeux desquels le complot juif œuvre pour empoisonner le sang français (ou plus généralement celui des peuples) par le vaccin et ériger une « dictature mondialiste » par les mesures prises contre la pandémie ; des complottistes de tout genre... Ou encore des libertariens de droite, pour qui l'intérêt individuel (« je ne souhaite pas me faire vacciner parce que je considère que le risque d'attraper une forme grave de la maladie est faible pour moi ») devra toujours primer sur toute considération collective.

La plupart de ces courants peuvent aussi trouver une expression dans l'espace politique à travers le RN. Toutefois, le caractère minoritaire du mouvement – bien qu'il soit massif, surtout au cours d'une période estivale – ainsi que plusieurs excès observés, dont des pancartes antisémites et l'auto-identification ridicule aux victimes du génocide nazi, dissuadent l'appareil du RN de participer directement au mouvement dans la rue.

A Paris, où plusieurs manifestations séparées en raison de divergences politiques ont lieu chaque samedi dans ce contexte, son ancien « numéro 2 »

Florian Philippot dirige cependant régulièrement celle qui est devenue numériquement la plus importante. Philippot a cependant quitté le FN en septembre 2017, protestant contre l'abandon programmatique de la sortie de l'Union européenne, et a fondé son propre petit parti : « Les Patriotes ». Ce dernier joue un rôle modeste sur le plan électoral (la liste de Philippot a obtenu un score de 7 % aux récentes régionales dans le Grand Est, contre 21,1 % pour le RN au premier tour), mais conserve cependant un noyau militant qui a pu grandir au cours des récentes manifestations ; même si le chiffre avancé par Philippot, évoquant un passage à 10.000 membres, est évidemment sujet à caution.

En réalité, à observer les manifestations, c'est bien une sorte d'unité à la base de divers courants d'extrême droite qui s'est réalisée dans ces manifestations. A Paris, le symbole le plus présent est ainsi la croix vendéenne ou sacré-cœur, vieux symbole contre-révolutionnaire depuis 1794. Or, le courant catholique traditionaliste a longtemps exécré Philippot, entre autres parce qu'il ne partage pas ses fondamentaux mais aussi en raison de son homosexualité. Désormais, il accepte de fait de lui reconnaître un rôle dirigeant et de se rendre aux manifestations auxquelles il appelle, avec une certaine constance depuis l'automne 2020.

L'appareil du RN, lui, s'est d'abord contenté de commenter ces manifestations à partir des studios de télévision, en se donnant une sorte de rôle de médiateur tout en critiquant certains excès. C'est ainsi que Laurent Jacobelli, porte-parole du parti, critiqua – en accompagnant en live une manifestation dirigée par Philippot, fin juillet 2021 au studio de BFM TV – prit ses distances avec l'un des propos de Philippot. Lorsque celui-ci demanda à ses partisans de « boycotter » les restaurants qui contrôlent le pass sanitaire auprès de leurs clients, l'homme du RN lui répondit que la situation était suffisamment difficile pour les commerçants et qu'il fallait éviter de les ruiner.

Au cours des semaines, le RN a cependant monté le ton, accompagnant en quelque sorte l'inscription du mouvement dans la durée. C'est ainsi qu'à la mi-août 2021, les mairies d'extrême droite de Fréjus, Beaucaire et Béziers demandèrent à leur police municipale de ne pas contrôler des pass sanitaires. Jordan Bardella, dans l'émission précitée du 29 août, demandera au gouvernement d'enfin « écouter le peuple français » (dont il se prétendait ainsi le porte-parole), « et de retirer le pass sanitaire ». Le précité Andréa Kotarac défendra une position similaire, au soir du 04 septembre 2021 sur BFM TV, devant des images d'incidents éclatés en marge d'une manifestation anti-pass sanitaire.

En résumé, l'extrême droite française se trouve actuellement face à une situation complexe qui pourrait lui permettre de tirer bénéficiaire d'un certain partage des rôles, mais aussi l'écarteler entre aspirations contradictoires. La question électorale n'en constitue que l'un des aspects. Il est nécessaire d'observer les dynamiques à l'œuvre... tout en étant très clair sur un constat central : l'extrême droite, elle se combat dans toutes ses facettes !



WWW.VISA-ISA.ORG



ASSOVISABIS@GMAIL.COM



ASSOCIATION VISA



**ADHERER A VISA
S'ABONNER A LA NEWSLETTER
AVOIR DES INFOS...
VISITEZ NOTRE SITE !**